

**Allocution du Premier Ministre du Japon, Monsieur Yasuo FUKUDA,
à l'occasion de la séance d'ouverture de la Quatrième Conférence Internationale
de Tokyo sur le Développement de l'Afrique**

Le 28 mai 2008

Vos Majestés,
Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations internationales,
Mesdames et Messieurs,

C'est un très grand honneur et un immense plaisir de m'adresser à vous ce matin en ma qualité de représentant du pays hôte, le Japon. Et je voudrais vous souhaiter à tous la bienvenue.

Yokohama, la ville qui nous accueille maintenant, a toujours été la porte d'un Japon ouvert sur le monde depuis que notre pays s'est engagé sur le chemin de la modernisation il y a 150 ans. On ne peut donc imaginer une ville mieux placée qu'elle pour accueillir la Quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV). Laissez-moi exprimer mes remerciements les plus sincères à Monsieur Hiroshi NAKADA, Maire de la ville de Yokohama, ainsi qu'à ses habitants pour avoir œuvré sans relâche afin que cette conférence soit un succès.

Aujourd'hui, nous avons l'honneur de compter parmi nous des représentants de 52 pays africains, et aussi des pays asiatiques, des pays donateurs, bon nombre d'organisations internationales, des personnes invitées à titre individuel, et des représentants d'ONG. Nous avons la chance de recevoir un grand nombre de participants à cette Conférence, ce qui fait de la TICAD IV un événement vraiment historique.

La TICAD est une Conférence qui met un accent tout particulier sur le processus lui-même, la preuve en est que de nombreuses personnes ont investi énormément de temps et d'énergie pour préparer cette Conférence. C'est pour cette raison, je crois, que la Conférence a réussi à attirer tant de participants.

Il m'est impossible de ne pas évoquer la portée historique de cette assemblée surtout quand je pense à toutes les attentions dont la TICAD IV fait l'objet depuis sa phase

préparatoire.

Si le développement de l'Afrique constituait la trame d'un livre, nous serions en train d'ouvrir un nouveau chapitre, celui sur « le siècle de la croissance en Afrique ». Dans les années à venir, l'Afrique va devenir un moteur puissant qui conduira la croissance mondiale. En préparant la TICAD IV, j'ai eu le sentiment que nous partagions une sorte d'intuition.

Mesdames et messieurs, cette nouvelle histoire africaine que nous allons écrire ensemble sera celle de la croissance. Pour qu'il y ait croissance, il faut préalablement une société sûre et pacifique, et ensuite des investissements privés. Dans les années qui ont suivi la guerre, le Japon et de nombreux pays asiatiques ont adopté avec succès le modèle selon lequel c'est l'investissement qui fait avancer l'économie, qui à son tour stimule de nouveaux investissements et facilite une croissance autonome. C'est au tour de l'Afrique de s'approprier ce modèle.

En ce moment, le Japon veut avancer côte à côte avec le peuple africain.

Afin que la croissance en Afrique prenne de la vitesse, il est crucial d'améliorer les infrastructures. Et les expériences du Japon et d'autres pays asiatiques nous indiquent que pour attirer les investissements privés, il est indispensable d'améliorer les infrastructures de transport.

Bien qu'il connaisse actuellement quelques améliorations, le réseau routier africain souffre néanmoins de nombreuses coupures et défauts. C'est l'une des raisons pour lesquelles il ne remplit pas entièrement les fonctions qu'on attend de lui. Le Gouvernement du Japon souhaite s'investir et coopérer pour que ces réseaux routiers soient soigneusement maillés, en combinant ces efforts à l'amélioration des ports en vue de former un réseau qui permettra à l'Afrique dans son ensemble d'avancer avec un dynamisme plus grand.

En gardant ceci à l'esprit, le premier engagement que je voudrais prendre aujourd'hui est le suivant : dans les cinq ans à venir, le Japon accordera à l'Afrique des prêts en yens équivalents à 4 milliards de dollars US, de manière volontariste et flexible, dans le but d'aider à accélérer l'aménagement de ses infrastructures. Le Japon a l'intention de faire son maximum dans ce domaine en coopération avec des donateurs réunis au sein du Consortium pour les Infrastructures en Afrique (ICA).

J'affirme que la période actuelle est idéale pour construire des infrastructures en raison de l'amélioration des conditions politiques et de la sécurité en Afrique ces dernières années, ce qui a pour conséquence de donner de l'élan à tout le continent africain en faveur d'une intégration régionale et d'une économie d'échelle. Le Japon agira en coopération avec l'Union africaine, le NEPAD et les différentes organisations économiques régionales en vue d'aider les partenariats régionaux et l'intégration en Afrique.

Nous devons construire les infrastructures du peuple, celles qui apporteront de la richesse aux habitants et aux communautés.

Un réseau routier remplit son rôle quand il permet de transporter des personnes et des marchandises sans entrave. Ainsi il faut que le passage aux frontières et les contrôles qui y sont effectués soient les plus rapides possibles. Pour ce faire, le Gouvernement du Japon souhaite aider à la création et à la multiplication des « postes frontières à guichet unique ». Ce dispositif vise à rendre plus efficace le passage des frontières concernant les formalités douanières et l'immigration. Le Japon souhaite par-dessus tout contribuer à cet effort en formant les agents qui y travailleront.

Les activités des sociétés privées seront absolument indispensables à la croissance africaine, ce qui constitue une autre raison pour laquelle il est impératif que nous améliorions les infrastructures. L'intérêt des sociétés japonaises grandira à mesure que les infrastructures apparaîtront. Plus les investissements directs des entreprises japonaises progresseront, plus le transfert des technologies et des techniques de gestion en feront autant. Si nous pouvons mieux utiliser qu'actuellement les riches ressources du continent africain à l'aide des technologies japonaises, cela déclenchera assurément une croissance dont les Africains seront nécessairement les bénéficiaires.

C'est pour cette raison que le Gouvernement du Japon va améliorer les infrastructures en formulant des mesures pour promouvoir les activités des entreprises japonaises en Afrique.

Ce que je voudrais proposer ici comme initiative, c'est l'envoi d'une mission économique d'envergure. Après l'été, le Japon enverra une mission commune composée de personnalités des secteurs public et privé.

Pour que le développement des sociétés en Afrique soit facilité, le Japon renforcera les assurances commerciales. De plus, nous créerons le « Fonds d'aide aux investissements en Afrique » au sein de la Banque japonaise pour la Coopération internationale (JBIC) qui financera directement des sociétés dans les pays africains et garantira le financement par des banques japonaises pour les activités économiques en Afrique. Le but est que l'aide financière pour l'Afrique au travers de la JBIC, et de ce nouveau fonds pour l'investissement en Afrique, atteigne environ 2,5 milliards de dollars d'ici cinq ans. Ce que nous visons, c'est de doubler les investissements japonais en Afrique grâce à la collaboration entre les secteurs public et privé.

Je voudrais maintenant parler brièvement de la question de l'agriculture car pour que la croissance africaine soit solide, il est extrêmement important que se développe l'agriculture, secteur qui occupe les deux tiers de la population africaine.

Puisque l'Afrique cherche à réussir sa propre Révolution verte, je voudrais lancer un appel pour que nous agissions en vue de doubler dans les dix ans à venir la production de riz qui est actuellement de 14 millions de tonnes. Le Japon a été un pays agricole et le riz reste l'un de nos aliments de base. Fort d'une grande expérience agricole, le Japon voudrait coopérer avec différents pays et organisations internationales dans les domaines du développement des systèmes d'irrigation, de l'amélioration des variétés cultivées, et de la formation des instructeurs à l'agriculture.

Nous devons nous inquiéter face à la récente et rapide augmentation des prix des denrées alimentaires, qui risque de mettre de nombreux pays africains en situation difficile. Le gouvernement japonais a tout récemment rendu public un programme d'aide alimentaire d'urgence équivalent à 100 millions de dollars US. Je m'engage aujourd'hui devant vous à ce qu'une part importante de cette aide soit attribuée à l'Afrique. Qui plus est, le Japon est en train d'envisager différentes mesures d'aides indépendantes dont l'aide d'urgence que je viens de mentionner, mais aussi des mesures de soutien à l'égard des populations qui souffrent en ce moment de la pauvreté, et des dispositifs de plantations agricoles pour cette année et l'an prochain.

J'ai parlé jusqu'à présent de l'importance des infrastructures, des investissements et de l'agriculture pour la croissance. Je voudrais maintenant aborder les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Cette année, nous sommes à mi-chemin des OMD. Il nous est impossible de fermer les

yeux sur les difficultés que rencontrent nos amis africains, à commencer par les maladies contagieuses. Le Japon souhaite tendre la main à nos amis qui se battent. Je voudrais profiter de cette occasion aujourd'hui pour m'assurer à nouveau de notre détermination à tous ici pour atteindre ces objectifs. J'aimerais dans ce cadre mentionner plusieurs mesures que le Japon a l'intention de prendre.

L'Afrique connaît actuellement une pénurie de 1 500 000 médecins et aides-soignants. Pour répondre à cette situation, le Japon souhaite former d'ici cinq ans 100 000 personnes en Afrique qui travailleront dans le secteur médical et sanitaire.

L'Afrique connaît également un problème démographique, ce qui constitue d'après nous un élément fondamental. Je m'efforce toujours d'approfondir les échanges entre les parlementaires asiatiques et africains qui partagent les mêmes préoccupations à ce sujet.

L'Afrique connaît également un problème démographique qui doit être solutionné pour le développement de l'économie et la stabilité de la société. Les problèmes démographiques exercent une influence considérable sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et affectent la pauvreté, l'éducation, les rapports entre les sexes et l'environnement, mais impliquent aussi les questions liées à la santé génésique.

Nous avons au Japon ce que nous appelons « le Carnet de santé mère-enfant », qui joue un rôle non négligeable pour préserver la santé des femmes enceintes et des enfants. Ce carnet a été introduit en Indonésie et dans d'autres pays asiatiques et a donné de bons résultats. Je pense qu'il serait souhaitable que ce carnet, qui contient des conseils pratiques, soit adopté partout en Afrique.

En ce qui concerne les politiques sanitaires comme celles ayant trait aux maladies contagieuses, j'ai décidé récemment qu'à compter de 2009, le Japon apportera une contribution à hauteur de 560 millions de dollars en faveur du Fonds Mondial de Lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme pour les années à venir pour lutter contre ces trois grandes maladies infectieuses. Comme vous le savez, le Fonds Mondial affecte environ 60 % de son aide globale à l'Afrique subsaharienne.

Dans les domaines de la santé ou de la lutte contre les maladies infectieuses, le Japon envisage également d'envoyer des chercheurs japonais dans des universités et des

instituts de recherche en Afrique. J'aimerais que ces chercheurs s'investissent dans des travaux de recherche en collaboration avec des chercheurs africains afin qu'ils trouvent des solutions aux différents problèmes posés. Je tiens également à vous annoncer la tenue d'une réunion afro-japonaise des Ministres chargés des Sciences et des Technologies pour cet automne.

Sachez également que le Japon va honorer des personnalités ayant joué un rôle important dans le domaine médical et sanitaire en Afrique au travers du « Prix Hideyo NOGUCHI pour l'Afrique » en l'honneur du Docteur NOGUCHI, qui effectua des travaux de recherche sur la fièvre jaune en Afrique. Et la première cérémonie de remise du prix aura lieu aujourd'hui.

Encore une autre nouveauté que nous envisageons, c'est l'envoi sur le terrain de spécialistes de l'eau réunis au sein d'équipes d'aide technique appelées « W-SAT » (Équipes d'action pour la sécurité de l'eau). Cette initiative a pour but d'envoyer à différents endroits du continent africain des spécialistes de l'exploitation des nappes phréatiques et de la gestion de l'eau qui pourront fournir un accès à l'eau au plus grand nombre. Imaginez ces spécialistes se battre aux côtés des Africains pour creuser de nouveaux puits ou réparer des conduites d'eau endommagées

Pour mener à bien la série de mesures que j'ai citée, il faut que nous prenions des mesures ambitieuses concernant notre aide publique au développement. Je m'engage pour que d'ici 2012, à savoir dans cinq ans, l'APD japonaise pour l'Afrique ait doublé, en l'augmentant progressivement au fil des ans jusqu'à atteindre son doublement. Je vous ai dit il y a une minute que nous consentirions des prêts en yens équivalents à 4 milliards de dollars pour l'Afrique, principalement pour aménager ses infrastructures. En plus, nous nous engageons à doubler les dons et la coopération technique en faveur du continent africain dans les cinq ans à venir. Mis à part ces efforts, il va sans dire que nous allons nous occuper en toute bonne foi de la question de l'allègement de la dette africaine en coordination avec la communauté internationale.

Enfin, je voudrais aborder le sujet du changement climatique, qui fera également l'objet d'une discussion importante au Sommet du G8 à Toyako à Hokkaido. J'ai lancé récemment une initiative intitulée « Le partenariat Cool Earth ». Grâce à ce partenariat, le Japon envisage d'apporter une aide aux pays en développement, notamment africains, d'un montant de 10 milliards de dollars US sur cinq ans à compter de cette année, pour ceux qui souhaitent à la fois réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

et obtenir une croissance économique.

Certains pays africains ont déjà entamé des discussions avec le Japon. Mon souhait est d'élargir l'activité de ce partenariat à l'ensemble du continent africain. Le Japon travaillera en coopération avec d'autres pays pour définir un cadre pour l'après-2012 dans lequel les principales économies participeront en respectant leurs responsabilités, afin qu'ici encore l'Afrique ne souffre pas des conséquences du changement climatique.

Les différentes idées que j'ai partagées avec vous aujourd'hui montrent que le Japon souhaite travailler avec l'Afrique pour écrire une histoire sur la croissance, et dans ce dessein, le Japon espère partager sa sagesse et son expérience, afin de résoudre les problèmes sanitaires et médicaux que nos amis africains rencontrent et pour encourager la croissance.

Cependant, il va de soi que la croissance et le développement ne peuvent être atteints que si la paix et la sécurité règnent. Le Japon, en tant que « Nation en faveur de la paix », souhaite en faire plus pour la consolidation et le maintien de la paix en Afrique. Le Japon poursuivra également la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour que ce dernier puisse jouer son rôle plus efficacement dans le maintien de la paix de la communauté internationale, Afrique comprise.

En guise de conclusion, je voudrais exprimer aujourd'hui l'approche fondamentale du Japon à l'égard du développement en Afrique, qui pourrait se résumer en une seule expression : « indépendance et coopération mutuelle »

Le peuple japonais, dont le sous-sol est pauvre en ressources, est absolument convaincu que la plus importante des ressources est l'homme. Tout d'abord, nous donnons à nos enfants une éducation complète pour qu'ils tiennent sur leurs deux pieds en tant qu'individus. Ensuite ils peuvent vivre en harmonie avec les autres et unir leurs forces pour résoudre les difficultés que leurs amis pourraient rencontrer. C'est cela le principe de « l'indépendance et de la coopération mutuelle ».

Cette approche essentielle partagée par les Japonais s'inscrit directement dans les fondamentaux qui constituent la TICAD depuis sa création, à savoir « l'appropriation » et « le partenariat ».

Là où il n'y a pas d'« appropriation », qui respecte l'indépendance, il ne peut y avoir ni

développement durable ni croissance.

Le processus de reconstruction du Japon après la deuxième guerre mondiale nous a donné pleinement conscience de l'importance de l'aide reçue de nos amis, et combien cette aide nous a permis de nous reconstruire et de nous développer. C'est la nature intrinsèque du « partenariat ». Cette idée du partenariat ne doit pas être uniquement partagée au sein de notre pays. J'aimerais voir l'Afrique et l'Asie échanger sagesse et expériences, et j'espère beaucoup que nous pourrions construire de tels partenariats.

De nombreux Japonais s'activent aux côtés des Africains. Je pense surtout aux 11 000 jeunes coopérants japonais qui ont travaillé en Afrique, ce qui représente un bilan extrêmement positif. En ce moment même, 971 coopérants travaillent dans différentes régions d'Afrique, dont plus de la moitié – 570 – sont des femmes. Je souhaite aussi accueillir dans notre pays davantage d'étudiants africains, car je suis persuadé que les échanges mutuels entre jeunes constitueront les fondations sur lesquelles nous construirons l'avenir du Japon et de l'Afrique.

Je suis vraiment heureux que ces mots-clés que la TICAD a continué à promouvoir au fil des ans – l'appropriation et le partenariat – sont maintenant devenus les leitmotivs du développement africain.

A travers toute son histoire, le processus de la TICAD a cru dans le grand potentiel de l'Afrique et dans son avenir radieux. Le Japon souhaite avancer de concert avec les pays africains en oeuvrant pour nous assurer que le XXIème siècle deviendra « le siècle de la croissance africaine ».

Je vous remercie de votre attention.